

# 1000 news

## Édition spéciale

### La lettre aux administrateurs et délégués des sociétaires

#### Édito



Le mois de mai est arrivé ! Deux événements, la semaine prochaine feront date dans l'histoire d'AG2R LA MONDIALE :

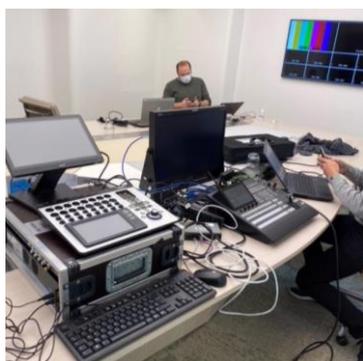
- comme partout en France métropolitaine, lundi prochain, la sortie programmée par le Gouvernement de ce que notre mémoire collective appellera peut-être un jour « Le grand confinement » va s'enclencher ;
- notre marathon des Assemblées générales se déroulera aux dates prévues, du mardi 12 au jeudi 14.



Depuis lundi dernier, une soixantaine de collaborateurs des équipes de la Direction de l'immobilier d'exploitation, de la logistique et des achats et la Direction des risques opérationnels sont à pied d'œuvre afin d'organiser la reprise dans les meilleures conditions le 7 mai, sur 24 sites du Groupe, auxquels il faut ajouter nos implantations ultramarines (Cayenne, Lamentin, Nouméa). Le déconfinement s'effectuera de façon très progressive, en veillant à ce que les mesures sanitaires arrêtées par les pouvoirs publics soient strictement appliquées afin de préserver la santé de nos collaborateurs. Jusqu'à fin juin, au maximum un quart des effectifs d'un site sera susceptible de retrouver le chemin du bureau. Nous allons ainsi continuer de privilégier le télétravail et prendre tous de nouvelles habitudes.



De même, nos réunions d'Assemblées générales « nouvelle formule confinement » sont organisées à distance sous un format resserré et dématérialisé pour une grande partie, selon les modalités autorisées par les ordonnances gouvernementales du 25 mars dernier relatives à l'état d'urgence sanitaire, qui devrait être prolongé dès promulgation du projet de loi en cours d'examen par le Parlement.



Chacun aura donc la possibilité, via un chat, de poser des questions aux intervenants pendant la tenue des Assemblées. Le vote restera possible. Dans ce contexte exceptionnel, il nous semble plus que jamais essentiel que chacun puisse participer et exprimer son vote.

Bien sûr, deux caractéristiques fortes de nos traditionnels marathons d'Assemblées générales vont nous manquer :

- la convivialité de près de 600 participants qui auraient eu plaisir à se retrouver par société, par organisation, par régions - le groupe des ultramarins



La préparation des Assemblées générales le 6 mai

est toujours particulièrement chaleureux - ou tout simplement par amitié ; nous ne pouvons organiser de dîner de gala confiné hélas ;

- la séance plénière, moment privilégié d'information sur les comptes de l'exercice écoulé, sur la situation à date, de l'environnement économique et social, des évolutions législatives et réglementaires, du marché et de la concurrence, ainsi que les perspectives pour l'année en cours, tout en abordant des thèmes d'intérêt général comme nous avons pu le faire avec le plan d'entreprise et ses points forts.

Non seulement, elle aurait été passablement compliquée techniquement à organiser, mais encore la sortie du confinement n'aurait pas permis à un grand nombre d'entre vous de consacrer beaucoup de temps à nos réunions. Nous ferons de notre mieux pour vous informer, notamment via les réunions des bureaux d'AG2R Prévoyance et de ViaSanté Mutuelle et du Conseil de La Mondiale réunis à l'occasion.

Ce mercredi 6 mai aura été une journée de test pour la préparation des immeubles et des réunions d'Assemblées générales. Quelques collègues et moi-même avons fait en quelque sorte une pré-rentree au siège du Groupe, dans notre Immeuble Malesherbes retrouvé exactement sept semaines après l'avoir quitté le 17 mars. La motivation et le sourire des équipes font plaisir à voir.

Clore 2019, évoquer la situation actuelle, encore lourde de bien d'incertitudes : l'heure n'est pas encore au bilan. La crise est loin d'être finie avec des impacts qui ne peuvent pas encore être chiffrés. Il nous faudra attendre septembre, avec notamment les comptes au 30 juin, pour commencer à avoir une bonne vision et envisager les perspectives pour la fin d'année.

Cependant, nous pouvons d'ores et déjà nous féliciter d'avoir su pendant ses sept semaines de confinement jouer notre rôle auprès de nos assurés, d'avoir su réagir face à la crise. Tout n'a pas été facile, mais petit à petit un dialogue fécond s'est engagé avec les entreprises qui ne présage que le meilleur pour l'avenir.

Nous allons continuer à accompagner nos assurés, et comme nous avons su être aux côtés des entreprises et des salariés, nous allons maintenant soutenir les TNS<sup>(1)</sup> en situation de grande difficulté. Dans le même temps, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, a annoncé que les indépendants pourraient débloquer l'épargne de leur contrat retraite Madelin afin de compléter leurs ressources, dans des conditions qui, ne sont pas encore connues à ce jour.

Je sais que nous serons tous mobilisés pour qu'AG2R LA MONDIALE puisse aller de l'avant et relever les nouveaux défis qui s'imposent. Nous devons garder le cap. La pérennité de notre Groupe repose sur la valeur ajoutée que nous apportons à nos assurés et sur la proximité que nous avons su installer,

(1) Travailleurs non salariés

gage essentiel de la confiance qu'ils nous accordent. De nouveaux besoins de protection sociale sont en train de voir le jour, à nous de savoir dès à présent être force de propositions pour rester un acteur de référence.

<sup>(2)</sup> Mutuelle  
interprofessionnelle Antilles  
Guyane

Avant de clore cet édit, je souhaiterais saluer la mémoire de Maurice Alcote, Administrateur de la Miag<sup>(2)</sup>, qui nous a quittés, lui aussi victime du covid-19. Nous penserons bien à lui et à sa famille lorsque nous nous retrouverons en marathon des Assemblées générales.

Vous souhaitant une bonne fin de semaine.

André Renaudin

---

### Entretien avec Sophie de Saint Étienne, Secrétaire général, et Alexis Warusfel, Directeur du Secrétariat aux instances

---



**Les Assemblées générales auront bien lieu du 12 au 14 mai prochains sous un format dématérialisé. Pourquoi ce choix ?**

Nous avons effectivement décidé de maintenir nos Assemblées générales aux dates prévues et, pour cela, nous avons adapté leur format. Nous avons, bien sûr, étudié l'hypothèse d'un décalage, mais l'avons écartée du fait du contexte incertain dans lequel nous trouvons. En effet, nous sommes à l'aube d'un processus de déconfinement, qui sera, nous en sommes tous conscients, lent et progressif. De ce fait, rien ne nous assure que les conditions sanitaires se seront suffisamment améliorées à moyen terme pour autoriser la tenue de rassemblements de cette envergure. Le contraire est même très probable. Nous avons donc décidé, en accord avec les Présidents de chaque structure, que les Assemblées générales se tiendraient bien du 12 au 14 mai et avons adapté notre organisation en conséquence. Elles se dérouleront ainsi à distance dans un format resserré – il n'y aura, par exemple, pas de réunion plénière – et dématérialisé selon les modalités autorisées par les ordonnances gouvernementales du 25 mars dernier relatives à l'état d'urgence sanitaire.

### **Comment les administrateurs et délégués pourront-ils participer aux Assemblées générales ?**

Chacun pourra y assister à partir d'un ordinateur ou d'une tablette, sur un site sécurisé. Pour les informer et faciliter leurs inscriptions, nous leur avons adressé un courrier les invitant à se connecter sur une plate-forme dédiée. En

s'inscrivant, ils pourront ainsi se connecter au jour et à l'heure prévus afin de suivre les Assemblées générales sans avoir à se déplacer. Nous sommes très attachés à la dimension interactive de nos réunions. Chacun aura donc la possibilité, via un chat, de poser des questions aux intervenants pendant la tenue des Assemblées. Nous avons également pris en considération la problématique du décalage horaire pour les délégués ultramarins, tout en anticipant d'éventuelles difficultés de connexion qui pourraient perturber l'utilisation de ce « chat ». C'est pourquoi, tous les délégués qui le souhaitent ont l'opportunité de nous faire part de leurs questions en amont des Assemblées générales, en utilisant le formulaire que nous leur avons adressé en parallèle. Ainsi, nous pourrions les prendre en compte dans la préparation des interventions et y répondre de manière proactive.

**Les Assemblées générales sont aussi le lieu du vote par les délégués des résolutions qui leur sont soumises. Comment ce vote sera-t-il organisé ?**

Bien évidemment, le vote restera possible lors des Assemblées générales. C'est le rôle premier de ce moment fort de la vie démocratique du Groupe ! Toutefois, au regard du caractère incertain des modalités de déconfinement et des priorités des délégués dans les jours qui suivront le 11 mai, nous incitons vivement toutes celles et ceux qui sont appelés à voter à le faire dès maintenant, par correspondance ou via la plate-forme dédiée. Dans ce contexte inédit, il nous semble plus que jamais essentiel que chacun puisse faire entendre sa voix.

**Vous souhaitez ajouter un mot de conclusion ?**

Nous espérons vivement pouvoir retrouver très bientôt les délégués, dès que la situation sanitaire le permettra.

---

**Trois questions à François Ringaud, Directeur retraite complémentaire**

---



**En matière de retraite complémentaire, quelles ont été vos priorités durant le confinement ?**

La crise sanitaire a fortement impacté l'activité de nos entreprises adhérentes. Nos clients particuliers ont eu besoin d'être rassurés sur leur situation en matière de retraite. Nos priorités, dès le début du confinement, ont été d'informer les clients sur les mesures établies, de répondre le plus rapidement possible à leurs sollicitations, de garder le lien avec eux et de maintenir le niveau de service. Nous avons mis en place une communication adaptée aux attentes sur différents canaux. Aux entreprises, nous avons expliqué les mesures exceptionnelles liées aux obligations déclaratives et indiqué les moyens de nous contacter. Pour cela, nous avons

créé un contenu retraite complémentaire sur le site internet et un autre dans le kit d'information covid-19, réalisé deux campagnes d'emailing et mené des appels sortants auprès de nos 200 grands comptes. S'agissant des particuliers, nous les avons rassurés sur le paiement des retraites et avons donné des conseils à ceux qui préparent leur dossier. Un contenu spécifique a été créé sur le site internet et des appels sortants ont été donnés vers certains futurs retraités.

### **Comment les équipes ont-elles été mobilisées ?**

Dès le début du confinement, l'ensemble des équipes (conseillers, managers, fonctions support) s'est mobilisé et a travaillé de façon transverse, afin d'être aux côtés des clients et de répondre à leurs attentes et inquiétudes. Les centres d'appels ont rouvert dès le 26 mars, soit six jours après la fermeture. Les clients pouvaient, durant cette fermeture, nous contacter par mail ou via les formulaires en ligne. Les activités ont été priorisées et les ressources polyvalentes mobilisées pour répondre aux demandes urgentes et réduire les délais de traitement. Les appels sortants ont été très appréciés par nos clients. Nous avons également, dès le premier samedi du confinement, répondu favorablement à la demande de 15 000 entreprises de ne pas être prélevées. Pour permettre le télétravail, le matériel informatique a été déployé pour l'ensemble de la direction et auprès du prestataire relation client de la retraite complémentaire. Nous avons également sécurisé le fonctionnement à distance des automates de premier paiement des retraites. Pour rester proche des conseillers en cette période particulière, nous avons mis en place des cellules de crise en interne et en externe, plusieurs fois par semaine. Nous avons également instauré des rituels entre équipes (points fréquents via les nouveaux outils type SharePoint, Skype, etc.), déployé des coachings individuels, des challenges, des petits déjeuners virtuels, le partage de trucs et astuces...

### **Quel bilan tirez-vous de cette période inédite et quel enseignement pour demain ?**

La période de confinement et la volonté d'être au plus près des clients pendant cette période nous a conduits à développer de nouveaux modes d'échanges avec les entreprises et particuliers. Le renforcement des contacts sortants à destination des différentes cibles de clients met en avant l'accent sur la mission de conseil des conseillers-gestionnaires de la retraite complémentaire, qu'ils soient en charge de la relation client ou des missions de middle et back office. Le succès de ces opérations et l'excellent taux de qualité de service de nos centres de relation client – qui affichent un taux de décroché supérieur à 90 % et un délai de réponse aux mails inférieur à 48 heures – nous a permis de maintenir voire dans certains domaines d'améliorer, pendant cette période inédite, le niveau de satisfaction des clients. Beaucoup nous ont dit que nous faisons partie des gens qui sont là et qui leur répondent. Ces éléments font que la période de déconfinement progressif et l'après devront intégrer ces nouvelles modalités d'interaction au plus près des plus fragiles.

---

## Remerciements de la présidence paritaire de l'Agirc-Arrco aux équipes d'AG2R LA MONDIALE

Le 24 avril, Jean-Claude Barboul et Didier Weckner, Président et Vice-président de l'Agirc-Arrco, ont adressé un courrier au Groupe pour remercier les équipes en charge de la retraite de leur réactivité, de leur mobilisation et de leur disponibilité durant cette crise sanitaire afin que la mission d'intérêt général de l'Agirc-Arrco soit assurée.

---

## Sommaire

Conjoncture macroéconomique et financière	<a href="#">Page 6</a>
<i>Lettre Éco</i>	<a href="#">Page 8</a>
Retraite	<a href="#">Page 9</a>
Santé	<a href="#">Page 9</a>
Épargne	<a href="#">Page 12</a>
À noter	<a href="#">Page 14</a>
Actus Groupe	<a href="#">Page 15</a>
Cyclisme	<a href="#">Page 19</a>
Il nous ont quittés	<a href="#">Page 20</a>
Élections	<a href="#">Page 21</a>
Nomination	<a href="#">Page 21</a>
ODD	<a href="#">Page 22</a>
Agenda	<a href="#">Page 23</a>

<sup>(3)</sup> Source : Direction de la recherche

## Conjoncture macroéconomique et financière<sup>(3)</sup>

### Monde : un taux de chômage de 16 % aux États-Unis en avril ?

<sup>(4)</sup> Produit intérieur brut

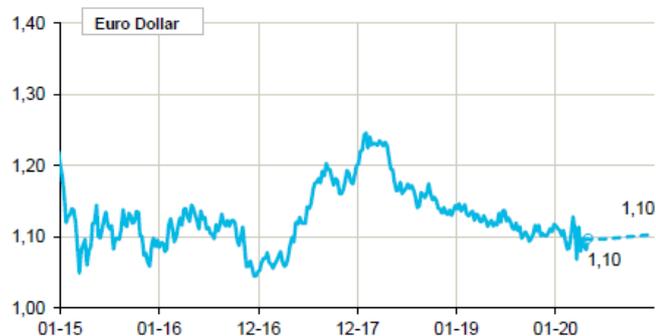
Aux États-Unis, le PIB<sup>(4)</sup> a reculé de 4,8 % annualisé au premier trimestre, affecté par un fort recul de la consommation (-7,6 %), de l'investissement des entreprises (-8,6 %) et des exportations (-8,7 %). Seules les dépenses publiques (0,7 %) et la construction (21 %) progressaient encore sur le trimestre et la chute des importations (-15,3 %) a permis d'amoinrir le choc. En avril, l'indice de confiance ISM<sup>(5)</sup> manufacturier a baissé à 41 (moins qu'attendu) : cependant, l'ISM non-manufacturier est attendu mardi à l'indice

<sup>(5)</sup> Institute for Supply Management

<sup>(6)</sup> Réserve fédérale des États-Unis

38, suggérant que le ralentissement de l'activité va encore s'accroître au deuxième trimestre. L'emploi est attendu vendredi en chute de 21 millions de postes, ce qui ferait monter le taux de chômage à 16 %. Lors de sa dernière réunion de politique monétaire, la Fed<sup>(6)</sup> s'est inquiétée d'effets durables de la crise, suggérant qu'elle pourrait garder ses taux directeurs à leurs niveaux actuels (0,25 %) pour une période prolongée. En Chine, le retour à la normale de l'activité économique se confirme avec les indices avancés d'avril : le PMI manufacturier a perdu 1,2 point (soit 50,8), au-dessus du seuil d'expansion de l'activité. Le PMI non-manufacturier gagnait près d'un point, à 53,2.

### Taux de change



<sup>(7)</sup> Banque centrale européenne

### Zone euro : la BCE<sup>(7)</sup> encore très timide dans ses achats d'actifs

Le PIB de la zone a reculé de 14,4 % annualisé au premier trimestre 2020. Le recul est plus important en Espagne (-19,4 %), en Italie (-17,7 %) ou encore en France (-21,4 %), suggérant que l'économie allemande, moins confinée, a mieux résisté et fait remonter la moyenne de la zone. Les chiffres allemands seront publiés le 15 mai. Ces premières estimations de PIB seront sans doute sujettes à d'importantes révisions. En avril, l'inflation est tombée à 0,4 % en glissement annuel (après 0,7 %), sous l'effet de la baisse des prix du pétrole, l'inflation sous-jacente (hors alimentation et énergie) ralentissait modestement, de 1 % à 0,9 %. En l'absence de pression inflationniste et vu l'ampleur de la récession, la BCE a toute latitude pour assouplir encore sa politique monétaire. Lors de sa dernière réunion, elle a renforcé son programme de financement à long terme des banques pour encourager le crédit. Elle a, cependant, laissé inchangé son programme d'achats d'actifs, Christine Lagarde, Présidente de l'institution, précisant que le sujet n'avait même pas été discuté. Pourtant, l'action de la BCE semble très timide en comparaison de celle de la Fed. Depuis le début de l'année, les achats d'actifs nets de la BCE se sont élevés à 650 Md€ quand la Fed a déjà acheté pour 2 400 Md\$ de titres, alors que le choc économique semble bien inférieur aux États-Unis.

## France : entrée en récession

Le PIB a chuté de 21,4 % annualisé au premier trimestre sous l'effet des mesures de confinement instaurées à la mi-mars. Tous les composants de la demande sont touchés : -22,1 % pour la consommation des ménages, -39,5 % pour l'investissement et -23,6 % pour les exportations. Même les dépenses publiques se sont contractées (-9,1 %). En parallèle, la baisse des importations (-21,5 %) semble modeste et n'a pas amorti le choc. Le PIB avait déjà reculé au quatrième trimestre 2019 : la France est donc entrée en récession. Celle-ci se prolongera au deuxième trimestre, avec un recul du PIB probablement plus important. En mars, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 7,1 %, principalement du fait du gel des embauches, qui freine les sorties de Pôle emploi (-29 %), alors que la hausse des inscriptions était encore modeste (+5 %). Le ministère du Travail estime que 11 millions de salariés sont actuellement au chômage partiel, ce qui représenterait un taux de chômage effectif d'environ 40 %. En avril, l'inflation a ralenti de 0,7 % à 0,4 % en glissement annuel.

## Évolution des marchés financiers

Eonia : taux de référence  
 du marché interbancaire  
 de la zone euro  
 TEC 10 ans : taux  
 à échange constant  
 SWAP 10 ans : contrat  
 d'échange de taux d'intérêt  
 Pb : point de base

	Niveau	Variations	
	01-mai	Sur une semaine	En 2020
<b>Eonia</b>	-0,46 %	<b>0 pb</b>	-1 pb
<b>Taux 3 mois</b>	-0,27 %	-8 pb	<b>11 pb</b>
<b>TEC 10 ans</b>	-0,04 %	-12 pb	-13 pb
<b>Swap 10 ans</b>	-0,16 %	-9 pb	-37 pb
<b>Cac 40</b>	4 572	<b>4,1 %</b>	-23,5 %
<b>Euro-dollar</b>	1,098	-5,8 %	<b>0,0 %</b>

## Lettre éco

Dans le cadre de son partenariat avec Le Cercle de l'Épargne, AG2R LA MONDIALE vous adresse la *Lettre Éco*, l'hebdo réalisé par l'économiste Philippe Crevel et Sarah Le Gouez, Secrétaire générale.

Vous trouverez ci-après le lien vers les numéros datés du 25 avril et du 2 mai :

[Numéro du 25 avril](#)

[Numéro du 2 mai](#)

## RETRAITE

<sup>(8)</sup> Agence centrale des organismes de sécurité sociale

### Une avance de trésorerie sollicitée par l'Agirc-Arrco auprès de l'Acoss<sup>(8)</sup>



Le 6 mai, le Président et le Vice-président de l'Agirc-Arrco ont sollicité, dans un courrier adressé au ministre de l'Action et des Comptes publics, l'octroi par l'Acoss

d'un prêt à hauteur de 8 Mds€ pour le financement des échéances de paiement des allocations du régime Agirc-Arrco de début juin et début juillet. Cette demande qui s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'ordonnance du 25 mars 2020 met en avant le fait que le décaissement des réserves se feraient dans des conditions défavorables étant donné le contexte financier.

### Des cours d'activité physique en ligne à destination des retraités

<sup>(9)</sup> Prévention retraite en Île-de-France

<sup>(10)</sup> Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail



L'Assurance retraite Île-de-France, le Prif<sup>(9)</sup>, Atouts Prévention Rhône-Alpes, la Carsat<sup>(10)</sup> Rhône-Alpes, en partenariat avec les associations Adal, Prim'Adal et la société HappyVisio proposent aux personnes retraitées des cours d'activité physique dans le cadre du

confinement. Ainsi, tous les matins à partir de 9h et pendant 30 minutes, les retraités peuvent pratiquer des exercices simples et accessibles à tous, dispensés par des intervenants spécifiquement formés pour les seniors. Sur la seule semaine du 13 avril, plus de 800 retraités ont participé à cette initiative.

## SANTÉ

<sup>(11)</sup> Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

<sup>(12)</sup> Institut national de la statistique et des études économiques

### Mortalité en Ehpad<sup>(11)</sup> en hausse depuis début mars



Selon les dernières statistiques de l'Insee<sup>(12)</sup>, les conséquences de l'épidémie de coronavirus sont visibles par rapport aux années d'épidémie de forte grippe saisonnière. En effet, selon l'Institut, globalement, « entre le 1<sup>er</sup> mars et le 13 avril, le nombre de décès en France est supérieur de 25 %

à celui enregistré à la même époque en 2019, et de 13 % par rapport à 2018 ». Si les analyses montrent que le taux de mortalité des moins de 65 ans est assez semblable entre 2019 et 2020, pour les 65 à 74 ans, la hausse des décès progresse de 22 % et de 30 % au-delà de cette tranche d'âge. Par ailleurs, la mortalité en Ehpad progresse fortement entre 2019 et 2020 : +50 % du 1<sup>er</sup> mars au 13 avril par rapport à la même période l'an dernier. L'Île-de-France et le Grand Est sont les régions les plus touchées par

cette tendance. Dans le détail, la région francilienne a vu son nombre de morts quasiment doubler par rapport à l'an dernier. Au cours de la première quinzaine d'avril, l'Île-de-France a enregistré 600 décès par jour contre 215 par jour sur la même période le mois précédent. Dans la région Grand Est, cette hausse atteint 61 %. L'Insee précise néanmoins que « 80 départements enregistrent une diminution des décès survenus entre le 11 et le 17 avril par rapport à la semaine précédente ».

Retrouvez l'étude complète de l'Insee en [suivant ce lien](#).

### Vers une dette supérieure à 50 M€ pour l'Acoss



Le 29 avril, Yann-Gaël Amghar, Directeur de l'Acoss, annonçait que l'endettement de l'organisme devrait dépasser les 50 M€ début mai. Cette situation est due aux reports de cotisations, à la chute de l'activité

et au recours important au chômage partiel. Le dépassement du plafond d'endettement a été écarté : en revanche, la reprise des créances de l'Acoss par la Cades<sup>(13)</sup> semble inévitable.

<sup>(13)</sup> Caisse d'amortissement de la dette sociale

### Création d'une aide pour les professionnels de santé libéraux



Depuis début mai, certains professionnels de santé libéraux reçoivent une aide de l'Assurance Maladie sous forme d'acompte, sur la base des informations renseignées sur le

portail AmeliPro. Via ce télé-service, ils peuvent effectuer une simulation du montant de l'aide et demander un premier versement (jusqu'à 80 %). Sont concernés les médecins, les infirmiers, les masseurs-kinésithérapeutes, les sages-femmes, les orthoptistes, les orthophonistes, les dentistes, les pharmaciens et les transporteurs sanitaires, soit plus de 335 000 professionnels de santé. Des régularisations seront réalisées une fois l'impact définitif de la crise connu. À date, la baisse d'activité atteint 40 % chez les généralistes, 50 % pour les autres spécialités et 95 % pour les chirurgiens-dentistes.

### Les tests virologiques pris en charge à 100 % par l'Assurance Maladie



À partir du 11 mai, 700 000 tests virologiques seront réalisés chaque semaine en France via les laboratoires publics et privés, de recherche et vétérinaires. Ce chiffre de 700 000 a été établi par le Conseil scientifique d'après les modèles épidémiologiques et devrait permettre, en plus des

tests de chaînes de contamination, de mettre en œuvre des campagnes de dépistages comme celles déjà engagées dans les ephad. Ces tests sont pris en charge à 100 % par l'Assurance Maladie.

## Les impacts de la pandémie sur la consommation en santé



Le courtier-conseil Gerek a livré ses premières analyses quantitatives afin d'estimer les impacts de la crise en cours sur les remboursements de santé. Selon Damien Vieillard-Baron, Président de la société, « le volume de gestion en santé a diminué de moitié depuis le 16 mars » et complète en ajoutant que « le nombre de sinistres enregistrés en prévoyance a bondi de 60 % sur la seconde quinzaine de mars – on s'oriente vers 100 % sur la première quinzaine d'avril ». L'analyse de Gerek débutée au 20 janvier, met en avant une baisse des prestations en santé d'en moyenne 31 % jusqu'au 19 avril. Depuis le début du confinement, cette diminution s'accroît avec 65 % au 16 mars et 80 % en moyenne les semaines suivantes. Dans le détail, les dépenses d'optique enregistrent la plus forte baisse avec 55 % en moyenne depuis trois mois et 90 % depuis le début du confinement. Les soins dentaires baissent également de 30 % avec une hausse des consultations avant le début des restrictions, du fait de la mise en place du 100 % Santé et un décrochage post-confinement. D'une manière générale, Gerek constate une baisse moyenne sur les trois mois de 19,5 % pour les généralistes et de 20,5 % pour les spécialistes. Le ralentissement dépasse régulièrement 60 % depuis la mise en place du confinement.

## Les stocks de médicaments en hausse dans les placards des Français



Le GIS<sup>(14)</sup> EPI-PHARE constitué de l'ANSM<sup>(15)</sup> et de la Cnam<sup>(16)</sup> a publié, le 21 avril, les premiers résultats d'une étude pharmaco-épidémiologique portant sur la dispensation de médicaments remboursés sur ordonnance en pharmacie

d'officine depuis le début de l'épidémie en France. Basée sur les données de remboursement de l'Assurance Maladie, cette étude a pour objectif de comprendre les comportements de consommation en médicaments des personnes résidant en France. Elle compare le nombre de personnes ayant eu une délivrance en pharmacie entre le début du mois de janvier et la fin mars 2020, au nombre « attendu » de personnes, estimé sur la base de la même période en 2018 et 2019. L'étude révèle deux tendances majeures :

- un phénomène de « stockage » de traitements de pathologies chroniques au cours des deux premières semaines de confinement ;
- une très forte diminution des délivrances de produits nécessitant une administration par un professionnel de santé, notamment les vaccins.

À noter que cette étude se poursuit et des résultats complémentaires seront communiqués prochainement selon la Cnam.

<sup>(14)</sup> Groupement d'intérêt scientifique

<sup>(15)</sup> Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé

<sup>(16)</sup> Caisse nationale d'Assurance Maladie

## Diffusion des masques non sanitaires par les pharmaciens

(17) *Journal officiel*



Selon un arrêté paru au *JO*<sup>(17)</sup> le 26 avril, les pharmaciens sont autorisés à dispenser des masques non sanitaires à la population. Selon Carine Wolf-Thal, Présidente du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens, « *cette dispensation s'accompagnera de conseils sur le port du masque et d'un rappel sur les gestes barrières qui restent primordiaux* ».

(18) Équipements de protection individuelle

Deux catégories de masques non sanitaires (ni dispositifs médicaux, ni EPI<sup>(18)</sup>) seront disponibles en officine :

- catégorie 1 : les masques individuels à l'usage des professionnels en contact avec le public. Ils assurent 90 % d'efficacité de filtration des particules émises par le porteur ;
- catégorie 2 : les masques à visée collective pour protéger l'ensemble d'un groupe, comme c'est le cas lors des sorties du domicile. Ils assurent 70 % d'efficacité de filtration des particules émises par le porteur.

Ces équipements peuvent être à usage unique ou réutilisables après lavage et doivent être portés dans les mêmes conditions que les masques chirurgicaux et dans la limite de quatre heures.

## ÉPARGNE

### 55 Md€ d'épargne supplémentaires durant le confinement

(19) Observatoire français des conjonctures économiques



Selon les économistes de l'OFCE<sup>(19)</sup>, les Français accumuleraient 55 Md€ d'épargne « *forcée* » du fait de l'impossibilité de consommer. En prenant en compte le plan d'urgence de 110 Md€ pour limiter le choc de la crise économique et les conséquences du chômage partiel dont bénéficient neuf millions de personnes, les revenus de ces dernières devraient baisser de 10 % en moyenne alors que la consommation devrait chuter de 30 %. Selon Mathieu Plane, Économiste à l'OFCE, « *de nombreux ménages pourraient voir ainsi leur réserve d'épargne augmenter de 20 % par mois* ».

Retrouvez l'intégralité de la publication de l'OFCE en [suivant ce lien](#).

### Collecte des livrets réglementés sur le mois de mars

(20) Caisse des dépôts et consignations

(21) Livret de développement durable et solidaire



Selon les dernières statistiques de la CDC<sup>(20)</sup>, le Livret A a enregistré une collecte nette de 2,71 Md€ sur le mois de mars dernier, il s'agit du double de celle enregistrée au mois de février et de son niveau le plus élevé depuis 2009. En ce qui concerne le LDDS<sup>(21)</sup>, il a également atteint son plus

haut niveau depuis 2009, soit 1,12 Md€. L'encours total sur ces deux supports atteint 420,8 Md€ à fin mars 2020.

### Situation de l'assurance vie en mars

<sup>(22)</sup> Fédération française de l'assurance



La FFA<sup>(22)</sup> publie ses dernières statistiques en matière d'assurance vie et fait état d'une collecte négative pour le mois de mars 2020 à -2,2 Md€. Depuis le début de l'année, le montant

<sup>(23)</sup> Unités de compte

des cotisations collectées par les sociétés d'assurance est de 32,2 Md€ (37,5 Md€ sur la même période en 2019). Les versements sur les supports en UC<sup>(23)</sup> représentent 11,6 Md€, soit 36 % des cotisations. Les prestations versées par les sociétés d'assurance s'élèvent à 32,2 Md€ (contre 29,9 Md€ sur la même période en 2019). On retient que l'encours des contrats d'assurance vie (provisions mathématiques ainsi que les provisions pour participation aux bénéficiaires) s'élève à 1 741 Md€ à la fin mars 2020, en progression d'1 % sur un an.

<sup>(24)</sup> Association française de la gestion financière



Situation de l'épargne salariale en 2019

Selon une étude de l'AFG<sup>(24)</sup>, plus de 144 Md€ d'encours sont investis sur les plans d'épargne salariale et retraite des Français, enregistrant une hausse de 15 % sur un an. Ils sont essentiellement placés en actions. On dénombre 10,9 millions de bénéficiaires d'épargne salariale et 3,1 millions d'épargne retraite, chaque bénéficiaire disposant en moyenne de 13 470 € d'épargne. Ainsi en 2019, les versements ont progressé de 15,5 Md€ (+325 M€ sur un an) dont 3,95 Md€ au titre de la participation (+1 %), 5,4 Md€ au titre de l'intéressement (+3,5 %), 2,9 Md€ de versements volontaires (stable) et 3,3 Md€ d'abondement (+3,4 %). Selon l'AFG, les rachats ont progressé de 10 % par rapport à 2018, avec plus de 15 Md€ rachetés par les épargnants. En ce qui concerne l'épargne retraite, elle enregistre une hausse de 20 % sur un an avec 20 Md€ d'encours supplémentaires par rapport à 2018. Le Per<sup>(25)</sup> mis en place depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2019 a bénéficié à 100 000 entreprises et 320 000 salariés, avec plus de 3 Md€ d'encours.

<sup>(25)</sup> Plan d'épargne retraite

Retrouvez l'analyse complète de l'AFG en [suivant ce lien](#).

## À NOTER

<sup>(26)</sup> Centre technique des institutions de prévoyance

### Déclaration du Conseil d'administration du Ctip<sup>(26)</sup>



Le 24 avril, le Ctip a publié une déclaration officielle réaffirmant les valeurs et les convictions des institutions de prévoyance dans le cadre de la crise sanitaire induite par le coronavirus. Djamel Souami, Président du

Ctip, rappelle dans cette publication que les institutions de prévoyance ont engagé plus de 900 M€ en quelques semaines, en déclarant que « ces aides massives sont pour les IP<sup>(27)</sup>, organismes paritaires à but non lucratif, des investissements pour l'avenir. Un investissement dans des hommes et des femmes, salariés, employeurs, entrepreneurs, familles, aidants, qui ont besoin, en ce moment difficile, d'être non seulement protégés mais épaulés et accompagnés ».

<sup>(27)</sup> Institutions de prévoyance

Retrouvez la publication complète en [suivant ce lien](#).

### Surpopulation dans les logements



Selon une étude publiée par l'Insee dans le cadre du confinement général, « cinq millions de personnes vivent dans un logement au nombre de pièces insuffisant ». Pour arriver à cette conclusion, l'Institut a croisé le nombre d'habitants de chaque foyer avec la quantité de pièces, hors cuisine et salle de bain et conclut à un surpeuplement dès lors que le logement présente moins d'une pièce par personne. L'Insee souligne que ces cinq millions de personnes représentent 8 % des Français et que sont exclues les personnes habitant seules dans un studio. Dans le détail, « la suroccupation ne concerne que 2,3 % des ménages dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants, mais 5,3 % dans celles de plus de 100 000 habitants et atteint 13,7 % dans l'agglomération parisienne ». Selon l'étude, on remarque une forte proportion de logements surpeuplés dans les départements d'outre-mer et plus particulièrement en Guyane.

<sup>(28)</sup> Projet de loi de finances rectificative

### Accord en commission mixte paritaire sur le PLFR<sup>(28)</sup>



Le 23 avril, le Sénat a adopté par 317 voix « pour » et 15 voix « contre », les conclusions de la Commission mixte paritaire sur le deuxième Projet de loi de finances rectificative pour 2020, ainsi considéré comme définitivement adopté. Dans le cadre de la crise actuelle,

on retient plusieurs mesures de lutte contre l'épidémie et le déconfinement :

- la baisse du taux de TVA à 5,5 % applicable aux tenues de protection ;
- le rehaussement à 1 000 € du plafond de déduction à l'impôt sur le revenu des sommes versées aux associations de soutien aux plus démunis, notamment les banques alimentaires, en vue de soutenir les dons des particuliers ;

- l'adaptation de la règle du service fait pour les collectivités territoriales souhaitant maintenir leur financement des festivals annulés.

Afin de soutenir les salariés, on note l'augmentation à 7 500 € du plafond d'exonération d'impôt sur le revenu applicable aux rémunérations perçues au titre des heures supplémentaires. En ce qui concerne le renforcement du plan de soutien aux entreprises qui n'ont pas accès au prêt bancaire garanti par l'État, on retient la mise en place d'un mécanisme subsidiaire de prêts participatifs adossés au Fdes<sup>(29)</sup>.

<sup>(29)</sup> Fonds de développement économique et social

Retrouvez l'intégralité du dossier législatif du deuxième PLFR en [suivant ce lien](#).

<sup>(30)</sup> Autorité de contrôle prudentiel et de résolution

### Enquête thématique de l'ACPR<sup>(30)</sup> sur les garanties en perte d'exploitation



Dans le cadre de ses missions de supervision prudentielle et de suivi des pratiques commerciales, l'ACPR a décidé d'établir un état des lieux des principaux contrats commercialisés sur le marché français. En raison de la crise épidémique, un certain nombre d'acteurs économiques connaissent des chutes d'activité dont certaines pourraient être couvertes par des garanties de perte d'exploitation. Souvent, les polices ne couvrent ces pertes d'exploitation que pour un type de dommage causé aux biens (incendie, vol ou bris de machine, etc.) entraînant de ce fait une perte de revenus d'activité. Les premiers enseignements de cette enquête seront soumis au Collège de l'ACPR dans les prochaines semaines de juin et de juillet.

<sup>(31)</sup> Caisse guadeloupéenne de retraites par répartition

## ACTUS GROUPE

### Des nouvelles de la CGRR<sup>(31)</sup> et de la Guyane



À ce jour, aucun collaborateur de la CGRR et du centre de gestion de Guyane n'a été touché par le covid-19. Seul Éric Leclerc, Administrateur de la CGRR et membre de la Fondation AG2R LA MONDIALE, a été testé positif avant le confinement et hospitalisé pour être guéri. Il a pu rejoindre la Guadeloupe fin avril. Les membres du CSTR<sup>(32)</sup> Guyane sont fortement mobilisés pour mener des actions en faveur des retraités et des personnes en grande précarité (distribution de repas, de colis alimentaires, etc.). Lors d'une réunion d'information, auprès des membres du Conseil d'administration de la CGRR du 24 avril qui s'est tenue en visioconférence, un point a été fait sur le PCA<sup>(33)</sup> : 90 % des collaborateurs télétravaillent (ce qui est également le cas pour la Guyane). Concernant le transfert du recouvrement des cotisations à l'Urssaf<sup>(34)</sup> et la mise en place du régime

<sup>(32)</sup> Comité social territorial retraite

<sup>(33)</sup> Plan de continuité d'activité

<sup>(34)</sup> Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales

universel, il a été décidé que les mêmes résolutions qu'AG2R Agirc-Arrco s'appliqueraient (celles-ci seront adoptées vers le 15 mai).

### ALMGA doublement récompensée au Lipper Fund Awards



Le 16 avril, à l'occasion de l'édition 2020 des Lipper Fund Awards France, AG2R LA MONDIALE Gestion d'actifs a reçu le prix de la meilleure gamme de fonds multi-actifs pour la deuxième année consécutive. Le fonds ALM Classic a remporté également le prix de sa catégorie au titre de sa performance ajustée du risque sur cinq ans, pour la troisième année consécutive.

### Crise du covid-19 : qui va payer ?



Le 24 avril, Philippe Brossard, Chef économiste d'AG2R LA MONDIALE, était interviewé par le site *Option Finance*, la référence des professionnels de la finance, sur la crise du covid-19. Pour financer le sauvetage de l'économie, deux solutions : l'épargne et la création monétaire.

Pour lire l'analyse de Philippe Brossard, cliquez [ici](#).

### Mise en place d'un secours social d'urgence



AG2R LA MONDIALE a mis en place un secours social d'urgence pour les salariés et les retraités qui se retrouveraient dans une situation particulièrement précaire du fait de la crise sanitaire. Un numéro de téléphone (09 69 36 10 43) et adresse mail ([actionsociale@ag2rlamondiale.fr](mailto:actionsociale@ag2rlamondiale.fr)) existants ont été mis à leur disposition pour nous contacter.

### Notre partenaire Silver Valley mobilisé face au covid-19



Dès les premiers jours du confinement, Silver Valley, partenaire d'AG2R LA MONDIALE, a recensé en ligne les solutions innovantes pour améliorer le quotidien des seniors autonomes ou dépendants isolés en cette période de crise. Parmi les solutions mises en avant, le Groupe retient la plateforme entrenous déployée par CetteFamille et AdVitam, les webinaires de stimulation cognitive d'ExoStim, et la solution collaborative de livraison de courses entre particuliers avec Courseur. À noter qu'AG2R LA MONDIALE est également partenaire du baromètre Silver Valley proposé chaque semaine avec HappyVisio et *Pleine Vie*, qui évalue le moral des plus de 60 ans et leurs préoccupations pendant le confinement.

Pour accéder à l'ensemble des solutions recensées par Silver Valley, cliquez [ici](#).

Pour consulter le dernier baromètre Silver Valley sur le moral des plus de 60 ans durant le confinement, cliquez [ici](#).

### Des masques pour le personnel du secteur agroalimentaire : AG2R LA MONDIALE aux côtés de Vitagora



Vitagora, le pôle de compétitivité agroalimentaire des régions Bourgogne-Franche-Comté et Île-de-France, a coordonné une commande groupée de plus de 400 000 masques destinés aux besoins de 64 entreprises de l'agroalimentaire (majoritairement des PME<sup>(35)</sup> et TPE<sup>(36)</sup>) pour protéger leurs salariés dans le cadre de la crise sanitaire liée au covid-19.

AG2R LA MONDIALE, adhérent de Vitagora, a soutenu l'initiative avec une contribution financière de 50 000 €.

Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

### Le Cercle Web-aidants, la version « confinée » du Café des aidants



Pendant le confinement, Les Sociétales (le réseau d'associations de retraités d'AG2R LA MONDIALE) ont remplacé le Café des aidants par le Cercle Web-aidants. Tous les lundis de 17h30 à 18h30, ces réunions conviviales et virtuelles sont animées par Luis Esparza d'AG2R LA MONDIALE/Les

Sociétales, et par Vincent Landreau, Psychologue. L'objectif reste le même : partager des expériences, recenser les besoins et attentes des participants en termes d'accompagnement, mais aussi gérer les angoisses possibles. Cette initiative est gratuite et ouverte à tous les aidants, partout en France durant le confinement.

Pour en savoir plus sur le Cercle Web-aidants, cliquez [ici](#) et sur Les Sociétales, cliquez [là](#).

### Conférence « Reprendre l'activité physique pendant le confinement : les bénéfices pour votre santé »



Le 6 mai, Jean-Jacques Temprado, Professeur à l'Institut des sciences du mouvement et Directeur de la Chaire « Active Aging » (Aix-Marseille Université et AG2R LA MONDIALE), et Éric Sanchez, Directeur valorisation et initiatives sociales d'AG2R LA MONDIALE, ont présenté une conférence virtuelle sur

les bénéfices pour la santé de l'activité physique durant et après le confinement. Le Professeur Temprado a pu partager les résultats de ses recherches sur le sujet et répondre aux questions des participants.

<sup>(35)</sup> Petites et moyennes entreprises

<sup>(36)</sup> Très petites entreprises

### En direct de Château Soutard



Le vignoble de Saint-Émilion a quinze jours d'avance : la fleur est prévue pour la semaine prochaine. La grêle a été évitée à deux reprises et le risque mildiou est encore élevé. L'équipe vigne de Château Soutard est entièrement mobilisée avec un très bon état d'esprit et les risques covid-19 sont bien gérés. Pour l'instant, aucune dégustation du millésime 2019 n'est prévue. Dans l'idéal, une présentation en avril 2021 peut être envisagée avec la possibilité de livrer les vins. La boutique va peut-être rouvrir en juin.

### La Fondation d'entreprise AG2R LA MONDIALE pour la Vitalité artistique, mécène d'une exposition de la Saline royale sur le cirque



Sylvie Barthen, Directrice régionale d'AG2R LA MONDIALE Bourgogne Franche-Comté et représentante de la Fondation d'entreprise AG2R LA MONDIALE pour la Vitalité artistique sur la région, explique dans une vidéo la vocation de la fondation et pourquoi cette dernière a décidé cette année de soutenir l'exposition « Le Cirque, c'est la nostalgie du Paradis » qui se tiendra à la Saline royale d'Arc-et-Senans (Doubs) du 28 juin et ce, jusqu'au premier semestre 2021 (sous-réserve de l'évolution des contraintes sanitaires inhérentes au covid-19) dans le cadre de la saison 2020, centrée sur l'univers circassien. Conçue par Bernard Kudlak, Directeur artistique du Cirque Plume, elle comprend deux parties. La première, sise dans la Maison du Directeur et baptisée Destins de cirque, rend hommage aux grandes personnalités de la discipline. Elle est composée des collections appartenant à Alain Frère (Conseiller artistique du Festival international du cirque de Monte-Carlo) et d'objets et œuvres d'art conservés dans les réserves du Mucem. La seconde, qui prend place dans la Berne Ouest et dénommée Le Cirque Plume, l'éternité du saut périlleux, évoque quant à elle l'esprit de cette troupe dans l'ensemble de son aventure. Le soutien de la fondation s'inscrit dans le cadre de son intervention en faveur de la préservation du patrimoine artistique.

Pour écouter l'interview de Sylvie Barthen, cliquez [ici](#).

## Cyclisme

### Des aménagements à envisager pour le Tour de France ?



Le 28 avril, Édouard Philippe, Premier ministre, ayant déclaré que les événements rassemblant plus de 5 000 personnes ne pourraient avoir lieu avant le mois de septembre, la question s'est donc posée pour le Tour de France, dont la date de départ a été reportée au 29 août. Le ministère des Sports indique qu'à ce jour, aucun report ou annulation n'est à envisager. « *Je n'ai pas interprété la déclaration du Premier ministre comme un mauvais signal pour le Tour de France, estime Romain Bardet, leader de l'équipe AG2R LA MONDIALE. D'ici-là, sans parler de passe-droit, des aménagements sont peut-être possibles ; cela ne condamne pas définitivement l'événement. Mais on est tous dans l'attente de précisions complémentaires.* »

### Campagne de recrutements d'ambassadeurs Vivons Vélo



Durant tout le mois de mai, Vivons Vélo recrute des ambassadeurs pour porter la parole du bien-être à vélo. Les candidats, qu'ils soient débutants, borneurs, entraîneurs ou intéressés par le domaine de la santé, peuvent postuler sur le site internet. Ces ambassadeurs seront bien sûr, des maillons forts des rassemblements Vivons Vélo, dès que ceux-ci seront de nouveau programmés.

Pour postuler, il faut se rendre [ici](#).

### Un plan gouvernemental de 20 M€ pour encourager la pratique du vélo lors du déconfinement



Le 29 avril, le ministère de la Transition écologique et solidaire a annoncé un plan doté de 20 M€ pour faciliter la pratique de la bicyclette et éviter le recours systématique à la voiture pour se rendre au travail, une fois le déconfinement effectif.

Ce plan, mis en place en partenariat avec la Fub<sup>(37)</sup>, comprend un forfait de 50 € pour la remise en état d'un vélo au sein d'un réseau de réparateurs, et la création de places de stationnement temporaire. Des formations à la reprise d'un vélo en confiance seront également assurées gratuitement.

<sup>(37)</sup> Fédération française des usagers de la bicyclette

## Ils nous ont quittés



**Maurice Alcote**, Administrateur de la Miag et Membre du Comité d'audit et des comptes de la Sgam, est décédé des suites du covid-19 le 4 mai à l'hôpital de Pointe-à-Pitre. Après des études de comptabilité à Paris, il décide de mettre ses compétences au service du développement de l'hôtellerie et du tourisme en Guadeloupe. Dès la fin des années 1970, il contribue à écrire les plus belles pages du « haut de gamme » dans l'archipel. Au début des années 2000, et fort d'une solide expérience, il relève le défi de la création et devient Conseiller en gestion en élargissant son champ d'intervention aux services. Très investi dans la vie de la Cité, Maurice Alcote aura donné de sa personne et de son temps, sans jamais compter. Il assurera la trésorerie du Diocèse de la Guadeloupe, celle de la ligue de tennis de Guadeloupe et le contrôle des comptes à la Caisse régionale du Crédit agricole de Guadeloupe pendant près de 20 ans. Conseiller au Tribunal des Prud'hommes de Pointe-à-Pitre de 1992 à 2010, il sera trois fois Président général et plusieurs fois Président de section à ce même Tribunal.

Très impliqué dans la gouvernance du Groupe, Maurice Alcote aura été :

- Administrateur (représentant l'UDE Medef) puis membre du Bureau du Conseil d'administration de la CGRR de 2002 à 2012 ;
- alternativement, Président et Vice-président de Préréva (organisme de formation créé avec l'appui de Primavita) de 2003 à aujourd'hui ;
- Administrateur de la Miag depuis 2014, Président de la Commission de Contrôle et d'Audit depuis 2014, Représentant de la Miag au Comité d'audit de la Sgam depuis 2018.

C'était un homme de mérite et de grande valeur, considéré comme fidèle et loyal. Son départ est une véritable perte pour la Miag et pour la Guadeloupe. Toutes nos pensées vont à ses enfants Jérôme, Yannick et Sébastien, à sa famille et à ses proches.



**Tatiana Bon**, ancienne collaboratrice du Groupe, est décédée des suites du covid-19. Elle avait intégré l'inspection de Paris A en 1970 en tant qu'agent salariée stagiaire, puis avait gravi régulièrement les échelons pour finir sa carrière comme Chargée de mission au sein de la division Paris Grands Comptes avant de prendre sa retraite en 2007. Elle fut la première femme nommée inspecteur à La Mondiale et a su installer et défendre la place des femmes dans un secteur d'activité historiquement masculin. Tatiana Bon était une référence tant pour ses pairs que pour ses collaborateurs. Elle était animée par la défense et le respect de valeurs fortes, tant professionnelles qu'humaines, par l'exigence et par la bienveillance. Toutes nos pensées vont à sa fille Stéphanie, à sa famille et à ses proches.

**Jean Puig**, ancien collaborateur du Groupe, est décédé. Il laissera l'image d'une personne haute en couleurs, qui avait réussi à construire un réseau relationnel exceptionnel et qui était un exemple pour ses jeunes collaborateurs. Il n'hésitait pas intervenir personnellement pour permettre à ses équipes d'atteindre leurs objectifs. Toutes nos pensées vont à sa fille Aurore, à sa famille et à ses proches.

## Élections



**Christophe Doré**, Dirigeant de salons de coiffure, Président de la Chambre de métiers de Seine-Maritime, Président de l'U2P Normandie, Membre du CSTR AG2R Agirc-Arrco de la région Normandie, a été élu Président de l'Unec<sup>(38)</sup> par le Comité exécutif élargi. Il succède à Bernard Stalter, Président de CMA France, décédé en avril dernier des suites du covid-19.

<sup>(38)</sup> Union nationale des entreprises de coiffure



**Jean-Luc Hoffmann**, Administrateur d'Arpege Prévoyance, a été élu Président de la Chambre de métiers d'Alsace. Il succède à Bernard Stalter. Boucher-charcutier-traiteur à Haguenau, Jean-Luc Hoffmann était élu de la Chambre de métiers d'Alsace depuis 2005 et Vice-président de la section du Bas-Rhin depuis 2016.

## Nomination



**François Werner**, Maire de Villers-lès-Nancy, Vice-président de la Région Grand Est, Inspecteur général des finances, a été nommé par Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, et Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, pour animer le comité de surveillance du Fonds de solidarité pour les entreprises mis en place par l'État et les Régions au profit des petites entreprises dans le cadre de la crise du covid-19.

<sup>(39)</sup> Objectifs de développement durable

## ODD<sup>(39)</sup> : les 17 objectifs des Nations Unies



### 6• Eau propre et assainissement

L'objectif 6 fixé par le Global Compact est de garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable.

Une eau propre et accessible pour tous est un élément essentiel du monde dans lequel nous voulons vivre. Il y a assez d'eau sur la planète pour réaliser ce rêve. Mais du fait d'économies déficientes ou de mauvaises infrastructures, chaque année, des millions de personnes, des enfants pour la plupart, meurent de maladies liées à l'insuffisance de leur approvisionnement en eau et à un manque d'installations sanitaires et d'hygiène.

Pour atteindre l'ambition d'une eau potable et d'assainissement accessible à tous, les objectifs du Global Compact sont :

- d'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable ;
- d'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable ;
- d'ici à 2030, améliorer la qualité de l'eau en réduisant la pollution, en éliminant l'immersion de déchets et en réduisant au minimum les émissions de produits chimiques et de matières dangereuses, en diminuant de moitié la proportion d'eaux usées non traitées et en augmentant considérablement, à l'échelle mondiale, le recyclage et la réutilisation sans danger de l'eau ;
- d'ici à 2030, augmenter considérablement l'utilisation rationnelle des ressources en eau dans tous les secteurs et garantir la viabilité des retraits et de l'approvisionnement en eau douce, afin de tenir compte de la pénurie d'eau et de réduire nettement le nombre de personnes qui souffrent du manque d'eau ;
- d'ici à 2030, mettre en œuvre une gestion intégrée des ressources en eau à

tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière ;

- d'ici à 2020, protéger et restaurer les écosystèmes liés à l'eau, notamment les montagnes, les forêts, les zones humides, les rivières, les aquifères et les lacs ;
- d'ici à 2030, développer la coopération internationale et l'appui au renforcement des capacités des pays en développement en ce qui concerne les activités et programmes relatifs à l'eau et à l'assainissement, y compris la collecte de l'eau, la désalinisation, l'utilisation rationnelle de l'eau, le traitement des eaux usées, le recyclage et les techniques de réutilisation ;
- appuyer et renforcer la participation de la population locale à l'amélioration de la gestion de l'eau et de l'assainissement.

Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

*Pour rappel, le Global Compact est un mouvement international d'entreprises (13 000) engagées pour le respect des dix principes du Pacte mondial et des 17 ODD.*

Découvrez le septième ODD dans le prochain numéro de *1000 News*.

\* Beaucoup d'événements ont été annulés ou reportés

## Agenda\*

**12-14 mai** : Assemblées générales AG2R LA MONDIALE.

**25 mai** : Assemblée générale de Global Compact France.

**16 juin** : Séminaire des membres d'honneur de l'Académie des sciences et techniques comptables et financières, au cours duquel Robert Ophèle, Président de l'AMF, interviendra. Auditorium boulevard Malesherbes, de 9h30 à 12h30.

<sup>(40)</sup> Association des assureurs mutualistes

**23 juin** : Assemblée générale de l'AAM<sup>(40)</sup>.

**24 juin** : Assemblée générale d'Arpege Prévoyance.

**25 juin** : Journée des Présidents et Vice-présidents de la fédération Agirc-Arrco.

<sup>(41)</sup> Comité paritaire d'approbation des comptes

**26 juin** : CPAC<sup>(41)</sup> AG2R Agirc-Arrco.

**29 août-20 septembre** : Tour de France.

**21 octobre** : Cadrage budgétaire.

**4 et 5 novembre** : Convention des délégués des sociétaires de La Mondiale.

**8-9 décembre** : Marathon budgétaire.

Crédits photos : tous droits réservés/Getty Images/Saline royale

---

Éditeur : AG2R LA MONDIALE – 14-16 bd Malesherbes – 75379 Paris Cedex 08/[www.ag2rlamondiale.fr](http://www.ag2rlamondiale.fr)

Directeur de la publication : André Renaudin/Rédacteur en chef : Béatrice Willems/Rédaction : Direction de la communication – Direction de la recherche – Département de veille informative et documentaire

---